

Avignon, le 31 mai 2017

**Déclaration liminaire des représentants des personnels de
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES élus au Comité technique local.**

Monsieur le Président,

Nous siégeons aujourd'hui en 2ème convocation du CTL.

La majorité des représentants du personnel, en réponse aux attaques nationales du Directeur Général sur les droits syndicaux, a en effet décidé de ne pas siéger en 1ère convocation.

Les droits dits « dérogatoires » en vigueur à la DGFIP étaient le fruit de négociations entre l'administration et les organisations syndicales. La durée des temps de préparation et de compte-rendu permettait dans la plupart des cas d'assurer correctement la fonction. Avec l'évolution de ces droits, il faudrait préparer une instance d'une demi-journée et en rédiger le compte-rendu lors d'une seule et unique demi-journée. De plus, les frais de déplacements des représentants suppléants, qui apportent très souvent leur contribution aux débats, ne seraient plus remboursés lorsqu'ils ne remplacent pas un titulaire.

C'est manquer de respect au travail fourni par les représentants du personnel.

La conception du dialogue social de qualité à la DGFIP et par M.PARENT est plus que spécieux . Sous couvert d'économies, la DG veut museler le dialogue social et dissuader les représentants du personnel de venir siéger dans les instances.

C'est une honte !!!

Nous exigeons le maintien des droits dits « dérogatoires » à la DGFIP.

En effet pour pouvoir travailler correctement les nombreux sujets inscrits à l'ordre du jour, une mise au point sur la dégradation des droits syndicaux s'imposait.

Tout cela n'écluse pas pour autant les sujets de fond.

Pour l'heure, le pays se trouve à un tournant que certains qualifient déjà d'historique. Lors du second tour de l'élection présidentielle, un tiers des inscrits se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul; pour la seconde fois dans l'histoire de la cinquième République, le taux de participation au second tour était inférieur à celui du premier.

La seule bonne nouvelle dans la période, c'est la cuisante défaite de la candidate du front national. Pour autant, le niveau atteint par son parti et la banalisation de ses idées montrent que ce n'est pas la fin du risque nationaliste, raciste, sexiste et autoritaire. Le vote frontiste trouve ses racines dans des années de politiques de régressions sociales et libérales, et dans la banalisation de la parole xénophobe, voire raciste chez de nombreux autres responsables politiques y compris à la tête de l'État.

Sans tomber dans des raccourcis hasardeux, nous vous appelons ici, encore une fois, à porter un regard attentif sur une partie de ce qui fait le lit de l'idéologie frontiste : l'abandon des plus mal lotis financièrement, socialement ou territorialement, la destruction des services publics de proximité, le culte voué à la numérisation de la société qui laisse une partie des citoyen-nes et des territoires dans le fossé du modernisme, les inégalités sociales et fiscales entre autres, une démocratie à deux vitesses...

Nous vous appelons à porter un regard attentif sur une partie de ce qui fait le lit de ces idéologies à la DGFIP et notamment : l'abandon des missions, les suppressions massives d'emplois, la réduction drastique des droits, la dégradation constante des conditions de travail et l'absence de reconnaissance des agents entre autres régressions subies depuis des années. Et nous y rajoutons aussi le déni de démocratie.

Les mêmes politiques économiques et antisociales sont aujourd'hui incarnées par le président élu, son mouvement et ses soutiens.

La lecture du programme de la république en marche en ce qui concerne la Fonction publique, comme celle de la lettre de son candidat à ses « collègues » fonctionnaires, indique très clairement que la DGFIP, plus largement Bercy, continuera d'être sacrifiée sur l'autel du libéralisme économique, que ses agents, plus largement l'ensemble des fonctionnaires, continueront de subir les effets de choix et d'orientations inspirés de ceux que la sphère privée à elle-même reniée, constatant leur innocuité, voire leur dangerosité.

En conséquence, nous devrions nous accommoder de la poursuite des restructurations, des fermetures de services, du mouvement concentrationnaire, de l'abandon des missions, de leur privatisation qui se profile déjà, de la perte de sens, de la dégradation des conditions de travail ; et nous devrions accepter de retrouver la compétition exacerbée entre services, entre agents, là où les conditions du bon exercice des missions qui nous sont encore confiées requiert avant tout, coopération et confiance ?

Ce sombre avenir que l'on nous promet et qui se conjugue déjà au présent, nous continuerons inlassablement de le combattre, avec la légitimité qui est la nôtre.

Cette légitimité, nous la tenons justement de la démocratie interne, de l'attachement des agents de notre administration aux valeurs de contre-pouvoir, d'analyse, de proposition et d'action du syndicalisme que nous représentons. C'est cet attachement viscéral à faire entendre leur voix que le DG et nos ex-Ministres de tutelle cherchent à entraver depuis des mois et des mois, par la remise en cause, en cours de mandat, des droits des élu(e)s, et par la volonté de procéder aux élections professionnelles de 2018 par la voie électronique qui, on le sait, est source d'erreurs, d'éventuelles manipulations et destructrice du niveau de participation des agents notamment par sa complexité. Ceci sans parler de son coût. Pourtant, avec une participation de 89 % au plan local, les agents des Finances Publiques du Vaucluse ont largement témoigné de leur attachement à ce scrutin et au dynamisme de la vie syndicale dans notre administration. Si le mot démocratie a vraiment un sens pour vous, pour le DG et pour nos futurs responsables politiques, vous devez, les uns et les autres, revenir sur ces décisions.

De plus, à l'heure où la DGFIP demande toujours plus à ses agents pour maintenir le navire à flot, plusieurs mesures viennent encore dégrader leur statut : gestion des 1ères affectations, scolarité professionnalisée sur le 1^{er} métier (au détriment d'une formation généraliste), délai de séjour, etc.

Depuis plus de 10 ans de suppression d'emplois, de réformes incessantes, de restructurations, de modifications des chaînes de travail, quelle reconnaissance des efforts fournis par les agents ?

Pour ne relever que les « largesses » du DG, on a vu se mettre en place :

- Réduction drastique des plans de qualification,
- Détricottage des règles de gestion,
- Durcissement des accès au Tableau d'avancement et liste d'aptitude,
- Frein aux accès aux concours,

et la liste n'est malheureusement pas exhaustive sans parler de l'aspect Fonction publique (PPCR, RIFSEEP, point d'indice,...)

A l'ordre du jour de ce CTL figurent plusieurs points organisationnels.

Ceux-ci mettront en musique la logique concentrationnaire, polariste et externaliste de la DGFIP. Ces réformes n'ont que deux objectifs : rattraper une partie des dégâts produits par les suppressions d'emplois et anticiper les suivants.

Tout cela en faisant fi de l'avis de ceux qui sont le mieux à même de juger de la pertinence de l'exécution d'une mission : les agents et leurs représentants.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES exige un moratoire sur les réformes de structures et pour le 10ème anniversaire de la fusion entre l'ex-DGI et l'ex-DGCP, un bilan général s'impose.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES continuera de combattre ces réformes qui sont la plupart du temps aussi inefficaces que nuisibles et placera toujours l'humain comme priorité absolue avant toute autre considération.